

La Commission de Réforme Interdépartementale



A. Définition

La Commission de réforme est une instance :

- **Consultative**

- **Tripartite**

concourant à la protection sociale des fonctionnaires.

Son existence est prévue par :

- La loi du 26 janvier 1984 – Art. 57
- Le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié, relatif aux comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux
- Le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif à la CNRACL Titre V Art.31
- L'arrêté interministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme de la FPT et de la FPH

B. Les missions

La Commission de réforme apprécie :

- La réalité des infirmités invoquées,
- La preuve de leur imputabilité au service,
- Les conséquences et le taux d'invalidité qu'elles entraînent,
- L'incapacité permanente à l'exercice des fonctions.

(Art. 31 Décret n°2003-1306 du 26 déc. 2003 relatif à la CNRACL Titre V)

C. Champ de compétences

La Commission de réforme est consultée sur :

- La non imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie,
- Le bénéfice d'un temps partiel thérapeutique (TPT),
- La détermination du taux d'invalidité temporaire partielle (IPP),
- Le bénéfice d'une allocation temporaire d'invalidité (ATI),
- L'aménagement de poste ou le reclassement,
- La mise à la retraite pour invalidité...

Les dispositions du décret du 17 novembre 2008

Le décret du 17 novembre 2008

Le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à
l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude
physique et au régime de congés de maladie des fonctionnaires
territoriaux

est modifié par

le décret n° 2008-1191 du 17 novembre 2008
relatif aux commissions de réforme et au comité médical supérieur
dans les trois fonctions publiques

Le décret du 17 novembre 2008

« La commission de réforme n'est pas consultée lorsque l'imputabilité au service d'une maladie ou d'un accident est reconnue par l'administration. [...] ».

Ces dispositions s'appliquent à l'instruction des demandes des agents parvenues à l'administration à compter du 1^{er} décembre 2008.

Articles 16 (2ème alinéa) et 23 (2ème alinéa) du décret du 30/07/ 1987

Le décret du 17 novembre 2008

« Lorsque l'administration est amenée à se prononcer sur l'imputabilité au service d'une maladie ou d'un accident, elle peut, en tant que de besoin, consulter un médecin expert. »

Articles 16 (2ème alinéa) et 23 (2ème alinéa) du décret du 30/07/ 1987

Le décret du 17 novembre 2008

Modalités de mise en œuvre par le secrétariat de la CRI

- Accident de service / trajet

➔ Si pas de doute / reconnaissance de l'imputabilité par l'employeur



Retour du dossier sans présentation à la CRI

➔ Si doute / rejet de l'imputabilité au service par l'employeur



Passage devant la CRI (le doute / le rejet doit être explicité)

Le décret du 17 novembre 2008

Modalités de mise en œuvre par le secrétariat de la CRI

- Maladie professionnelle

- ➔ Toute demande sera instruite et, si elle est complète,
présentée devant la commission de réforme interdépartementale

Le décret du 17 novembre 2008

« La commission de réforme peut, en tant que de besoin, demander à l'administration de lui communiquer les décisions reconnaissant l'imputabilité. »

Articles 16 et 23 du décret du 30/07/1987

L'autorité territoriale

veille à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité.

**Décide de l'imputabilité
au service**

**Décide des actions de
prévention**

L'enquête administrative

- Une enquête doit être immédiatement diligentée par l'administration lorsque survient un accident dans le service.
- L'enquête doit permettre de déterminer la cause, la nature, les circonstances de temps et de lieu et les conséquences apparentes de l'accident.
- Elle doit être effectuée même en cas de déclaration tardive de l'accident par le fonctionnaire.

Circulaire FP3 du 13 mars 2006

L'enquête administrative

L'enquête administrative a pour objectif de lever des incertitudes.

L'employeur procède à cette enquête ;

- par un recueil des faits concrets et objectifs,
- le plus tôt possible,
- avec l'ensemble des personnes concernées.

Et met en place les procédures adaptées pour reconnaître ou non l'imputabilité au service.

L'enquête administrative

Les ressources internes :

- l'agent,
- le chef de service et la hiérarchie,
- les témoins,
- le Médecin de Prévention,
- l'ACMO,
- l'Assistante Sociale...

L'imputabilité au service

Les ressources externes :

- le Médecin Agréé,
- la Commission de Réforme Interdépartementale



Merci
de votre attention